

L'électrochoc laitier

Ils bouillent, de rage et d'impatience. Excédés de ne pas avoir obtenu l'augmentation du prix du lait réclamée. Le conflit entre Lactalis et les éleveurs est en passe de s'étendre à tout le territoire français. Et l'image du numéro un mondial des produits laitiers pourrait en sortir écornée.

Au terme d'une crise inédite par sa violence et sa durée (deux ans), c'est un autre paysage laitier qui devrait émerger.

Un violent écrémage, avec son lot de drames, de liquidations et parfois de suicides, a commencé. Il était annoncé et la pyramide des âges sert de catalyseur : 50 % des éleveurs ont plus de 50 ans. Mais aucun des acteurs n'a voulu le reconnaître, il y a un an. Trop délicat pour le leader de la FNSEA, le syndicat majoritaire chez les agriculteurs. Trop risqué politiquement pour le ministre de l'Agriculture. Chacun a fait comme si. Or ce n'était pas possible. C'est bien un plan social pour l'agriculture française qui se dessine. Dans l'urgence faute d'avoir anticipé.

L'anticipation, c'est d'ailleurs ce qui a manqué à la France dans le secteur laitier depuis trente ans. La France a successivement été contre les quotas laitiers, puis les a défendus farouchement. Mais

à chaque grand virage pris par l'Europe, elle a toujours peiné à s'adapter à la nouvelle donne. Dans un pays où on continue à se déchirer à propos de l'industrialisation de l'élevage sans trop savoir ce que ce terme recouvre – les élevages français comptent une soixantaine de vaches en moyenne –, il manque une stratégie claire.

Des solutions à l'échelle européenne

L'Irlande a créé une marque nationale. Elle s'appuie sur des coûts de production très bas et veut augmenter sa production de 50 %. Les Pays-Bas ont investi dans leurs outils industriels pour s'attaquer au nouvel eldorado laitier qui émerge dans les pays asiatiques. De son côté, l'Allemagne a subventionné la production d'énergie à la ferme, offrant ainsi, malgré tout, un amortisseur à ses producteurs.

La France hésite. Pas Lactalis qui est l'une des plus belles réussites de l'industrie agroalimentaire. Ses rachats successifs, comme la prise de contrôle de Parmalat en Italie ou l'implantation sur le marché indien, ont parfois surpris. Ils ont permis à ce groupe familial secret de se hisser au premier rang

de l'industrie laitière mondiale. Mais un succès ne vaut que s'il est partagé. Or, la chute des cours mondiaux a plutôt profité aux grands groupes cotés en bourse, Savencia (ex-Bongrain), Danone... Pour Lactalis, on ne sait pas. Le groupe ne publie pas ses comptes et le holding de la famille Besnier est en Belgique.

Dans ce conflit, tout n'est pas dit. Chacun des acteurs a son agenda caché. Au-delà du prix, le conflit est pour Lactalis l'occasion de se délester des producteurs les moins performants. C'est aussi pour le groupe laitier l'occasion de régler ses comptes avec le syndicalisme agricole. Quant à la direction de la FNSEA, elle peut ainsi souder une base déstabilisée par la violence du choc laitier.

Lactalis est un symbole. Mais l'essentiel ne se joue pas là. Le monde coopératif (55 % de la collecte laitière) est aussi questionné sur sa gouvernance. Tout comme la Commission européenne et son refus obstiné pendant plusieurs mois de maîtriser les volumes seuls à même d'enrayer la crise. Les vraies solutions sont à imaginer à l'échelle européenne. Les instruments existent. Reste à s'en saisir. Bruxelles vient de le faire. Avec retard.